

Un plan pour éradiquer la radicalisation

TERRORISME La Confédération, les cantons et les communes mettent sur pied un programme de prévention qui doit toucher tous les acteurs de la société civile

Les derniers chiffres du Service de renseignement de la Confédération (SRC) font état d'une centaine de personnes à risque d'être liées au terrorisme en Suisse. De ce nombre, seules 10% ont été endoctrinées en Suisse, les autres l'ayant été à l'étranger, lors de séjours dans une région en conflit ou au contact d'autres personnes déjà radicalisées. Le plan d'action national présenté lundi par la conseillère fédérale Simonetta Sommaruga et les représentants des cantons et des communes met l'accent sur la prévention afin d'identifier suffisamment tôt les jeunes à risque ou les immigrés susceptibles d'avoir un lien avec le terrorisme ou d'inciter à la violence. Ce plan d'action a été entériné par les conférences inter-cantoniales le 24 novembre et par le Conseil fédéral vendredi dernier. Les villes et les communes y ont été associées.

Ce programme se divise en vingt-six mesures à mettre en œuvre

dans les communes et les cantons dans un délai de cinq ans. La Confédération met à disposition une somme de 5 millions pour soutenir des programmes d'impulsion. Tout le monde est concerné: les enseignants, les offices de la jeunesse, les services sociaux, les acteurs de la sécurité, les responsables de l'intégration, les maîtres de sport, les animateurs de sociétés locales, les personnes actives dans le domaine religieux, les collaborateurs des centres de requérants d'asile, les autorités d'exécution des peines, détaille le délégué du Réseau national de sécurité, André Duvillard. «La prévention est un enjeu majeur. Il faut autant que possible agir en amont et à

«Nous comptons sur le travail social dans les quartiers, les écoles, les clubs de sport»

RICHARD WOLFF,
CONSEILLER MUNICIPAL À ZÜRICH

tous les échelons», insiste-t-il. «Nous devons repérer les cas de discriminations, de stigmatisations communautaires et d'absences de perspectives qui rendent les jeunes vulnérables et susceptibles de se radicaliser. Nous comptons pour cela sur le travail social dans les quartiers, les écoles, les clubs de sport», enchaîne Richard Wolff, conseiller municipal à Zurich.

Expériences à Genève

La conseillère d'Etat genevoise Anne Emery-Torracinta livre quelques exemples concrets de ce que le canton du bout du lac a mis sur pied. Dès janvier, 250 référents seront formés dans les écoles genevoises. «Ils informeront ensuite l'ensemble du personnel sur la manière de détecter les signes pouvant conduire à des cas de radicalisation», détaille-t-elle. Afin de ne laisser aucun jeune se marginaliser, la formation sera rendue obligatoire jusqu'à l'âge de 18 ans dès la rentrée 2018. A l'université, un cours de formation des imams a été lancé cette année; il met l'accent sur le français, la citoyenneté et les valeurs suisses, en particulier.

C'est une manière de concrétiser l'un des objectifs du plan d'action national, à savoir la mise en place de services de conseil et de formation de spécialistes permettant à l'ensemble de la société civile d'identifier des cas à risque. Tout le monde a en tête le cas de cet Yverdonnois originaire des Balkans et de son épouse d'origine colombienne qui ont été pris dans les mailles des filets des polices suisse et française au début du mois de novembre. L'objectif du plan national est de détecter ce genre de déviances le plus tôt possible.

Vices et vertus du fédéralisme

Le programme national prévoit aussi de mieux encadrer les autorités d'exécution des peines. André Duvillard rappelle le cas des trois Irakiens condamnés en mars 2016 par le Tribunal pénal fédéral pour soutien à l'Etat islamique. L'exécution des sanctions a été confiée aux cantons, mais ceux-ci ne sont pas tous préparés à gérer des cas sensibles de ce genre. «Afin de les soutenir, nous prévoyons de constituer un pool d'experts nationaux», complète le délégué national.

Pour Simonetta Sommaruga, le plan d'action est le résultat d'un «travail fédéraliste classique, puisque chacun a pu apporter son savoir-faire». Il jette les bases d'un bon échange d'informations entre tous les niveaux de l'Etat et la société civile. Les expériences menées par certaines villes telles que Genève, Bâle, Berne, Bienne, Zurich ou Winterthur, qui disposent déjà d'un service spécialisé de prévention, peuvent ainsi profiter aux autres. Mais le fédéralisme et la lourdeur de ses structures ne sont-ils pas aussi un obstacle face à une radicalisation qui se propage à vitesse très rapide sur les réseaux sociaux? «C'est vrai que le fédéralisme ralentit un peu les choses et que la Suisse n'est pas comme le Danemark, où les mesures sont décidées par trois personnes. Mais les avantages l'emportent, car le laboratoire fédéraliste permet de tirer des enseignements des expériences menées sur le plan local», répond Simonetta Sommaruga. ■

BERNARD WUTHRICH, BERNE
@BdWuthrich